

Un dernier mot sur la question des banques. J'espère que personne ne m'accusera, à ce sujet, d'entraver notre effort de guerre. Les banques ne produisent rien. Elles ne sauraient produire un appareil pour lancer des pois à Hitler, et à plus forte raison un canon, un tank ou un avion. Elles peuvent, toutefois, nuire à l'effort de guerre en adoptant une attitude antisociale.

Voici notre deuxième proposition: quand l'Etat est forcé d'emprunter de l'argent des contribuables et des corporations, il devrait le faire au moyen d'emprunts sans intérêts, prélevés d'après une échelle progressive tenant compte des moyens de chacun, ce qui est d'importance capitale. Les honorables députés se rappelleront que, durant les vingt années de l'entre-deux-guerres, le trésor public a versé des millions de dollars en intérêts. D'après les chiffres publiés à l'Annexe A du rapport Sirois, page 41, les intérêts nets du Dominion, pour le service de la dette, sont passés de \$12,213,000 en 1913 à \$152,488,000 en 1921, soit une augmentation de plus de douze cent pour cent résultant des emprunts de la dernière guerre. Les emprunts que nous avons déjà contractés durant la guerre actuelle sont beaucoup plus considérables que ceux de la dernière guerre, mais le taux de l'intérêt est moindre. Et la guerre n'est pas terminée. Où en serons-nous à la fin des hostilités? Nous en serons au même point qu'à la fin de la dernière guerre: les travaux publics, les programmes d'œuvres sociales, les besoins de l'éducation, le logement, les mesures d'hygiène et le soin des vieilles personnes, tout sera négligé parce que l'on s'écriera que les obligations contractuelles doivent être respectées. Et, en conséquence, le gros du revenu national servira au service des intérêts.

Je déclare immoral un tel état de choses. Promettons-nous un intérêt perpétuel aux jeunes gens à qui nous demandons de sacrifier leur vie pour le pays et la liberté? Au début de la guerre actuelle, le président des Etats-Unis a eu la sagesse et la générosité de présenter le plan de prêt-location afin de ne pas compromettre la période d'après-guerre en raison des dettes internationales. Nous avons nous-mêmes fait librement à la Grande-Bretagne un don d'un milliard. Cependant, quand nous avons besoin des ressources financières inutilisées du Canada, nous établissons un service d'intérêt qui durera longtemps. "Patriotisme intéressé", disait feu M. Lapointe. "Extorsion antipatriotique" serait peut-être un meilleur mot.

La proposition présente un épouvantail qu'il importe d'abattre immédiatement. On nous demande si nous songeons à prendre les économies de la pauvre veuve et du pauvre orphelin. Je voudrais qu'ils en aient, car ils

[M. Coldwell.]

seraient les premiers à les affecter à la poursuite des hostilités. Non, nous ne songeons pas à nous emparer de ces économies. On aura observé que nous préconisons la pratique des prêts obligatoires sans intérêt selon les moyens de chacun. Les petites économies des particuliers, amassées pour les mauvais jours, la maladie et autres occasions semblables, devraient jouir de l'exemption.

On nous demande ensuite ce que nous pensons des souscriptions des institutions comme les sociétés d'assurance-vie, dont les bénéficiaires vont à un très grand nombre de petits détenteurs de polices. Je suis certain que tout Canadien se passerait volontiers de la faible somme de dividendes que lui rapporte chaque année sa police d'assurance si par ce sacrifice il pouvait compter sur quelque assurance sociale contre le chômage, les mauvais logements et le désordre après la guerre. Et c'est ce que signifierait en partie l'élimination des services d'intérêt sur les emprunts de guerre.

Notre troisième proposition est la suivante: que le Gouvernement étatisé, et quand la chose est impossible, qu'il contrôle complètement toutes les industries de guerre. La proposition suivante est intimement liée à la précédente: que tout employé à traitement nominal soit remplacé par un administrateur national rémunéré exclusivement par l'Etat, et que les organisations ouvrières et agricoles obtiennent le contrôle qui leur revient dans la production de guerre. J'aborderai ces trois points ensemble, attendu qu'ils se rapportent au même sujet.

La production demeure notre principale tâche dans cette guerre. Des succès que nous remportons dans ce domaine dépendra notre principal concours en faveur de la victoire. A plusieurs reprises déjà nous avons, mes collègues et moi-même, souligné les déficiences dans notre production de guerre, et le manque total de préparation générale. En fait, le ministère des Munitions et approvisionnements n'a été jusqu'ici qu'un ministère d'achat. Il s'est efforcé de remplir les commandes de nos services militaires ou de ceux de nos alliés. On ne voit aucun signe d'un programme général d'expansion de notre production de guerre jusqu'à la limite de nos ressources sans nuire à la santé, à l'efficacité et au moral de notre population. On a accordé par centaines des entreprises en régie intéressée. Les entreprises privées ont pu marchander, lésiner, nuire au développement nécessaire, continuer à produire des articles de luxe avec des matériaux de guerre indispensables, influencer sur tout notre programme de production par des considérations se rattachant à la concurrence. Considérons le résultat. Il y a à peine quelques mois que l'on a cessé de fabriquer des automobiles de plaisance. Il y a à peine plus